



ECHANTILLON TEXTES ITALIEN

Langue Vivante A

Concours 2026

LA VILLE DE FLORENCE VIENT D'OBTENIR UNE VICTOIRE EN JUSTICE, ELLE EST AUTORISEE A INTERDIRE LES NOUVELLES INSCRIPTIONS SUR LES PLATEFORMES DE LOCATIONS TOURISTIQUES. C'EST UN DES CHAMPS DE BATAILLE CONTRE LES NUISANCES DU TOURISME DANS LE CENTRE-VILLE. 15 MILLIONS DE VISITEURS PASSENT CHAQUE ANNEE DANS UN ESPACE DE 5 KM2.

Article rédigé par Bruno Duvic - Radio France

Publié le 23/05/2026

Lorenza vit à Florence depuis toujours, elle nous emmène dans ce qu'elle appelle "*le Far West*", la place du marché central. On ne peut quasiment pas marcher. Devant la halle couverte, il y a des dizaines de stands de maroquinerie, l'espace restant est occupé par les terrasses vitrées des restaurants. "*Ces structures sont presque des maisons en soi, comme de grands jardins d'hiver. Cette place, j'y allais gamine, elle est entourée d'appartements florentins typiques, modestes - tu ne vois pas de palais Renaissance ici. Ces structures, énormes, affreuses, ont mangé la place.*"

La bataille contre ce qu'on appelle à Florence "*les dehors*" est l'une des plus acharnées en ce moment. D'un côté les restaurateurs qui défendent leurs intérêts, et de l'autre les comités d'habitants qui dénoncent une ville qui perd son âme. La mairie a annoncé une série de mesures : la superficie occupée par ces terrasses n'augmentera plus et d'autres contraintes sont mêmes censées limiter leur emprise. Elles seront interdites dans une série de rues, et devront respecter des critères précis dans le reste du centre. Les restaurateurs ont jusqu'à la fin août pour remplir les dossiers. Ils auront au moins gagné un été de plus.

La limitation des "*dehors*" figure dans ce que la municipalité appelle son "*décalogue*", une série de mesures pour limiter les nuisances du tourisme et préserver le décorum du centre-ville, classé Unesco. Ces derniers mois, ont été interdits les voiturettes de golf qui transportaient des visiteurs, les micros et haut-parleurs pour les guides touristiques ou encore les trottinettes électriques en location, que les utilisateurs laissaient traîner n'importe où.

16 000 meublés touristiques

Mais le cœur du sujet, ce sont les meublés touristiques. Il y en a 16 000 à Florence, essentiellement dans le centre-ville, de la taille d'un arrondissement parisien. Ils contribuent à la flambée des prix de l'immobilier : les tarifs ont quasiment doublé à l'achat en 25 ans et, en location, il faut dépenser 1 000 euros aujourd'hui pour un 40 mètres carrés dans le centre.

La mairie de Florence et la région Toscane se sont lancées dans une bataille juridique contre les propriétaires, et sans le soutien du gouvernement Meloni qui voit les limitations à la location des meublés comme une atteinte au droit de propriété de ceux qui possèdent ces biens.

Ce mois de mai a marqué une victoire dans cette bataille : le tribunal administratif a reconnu à la mairie le droit d'intervenir. Au-delà de l'interdiction (symbolique) des boîtes à clés sur les portes des immeubles, elle le fait de deux manières : les nouvelles inscriptions sur les plateformes sont interdites jusqu'à nouvel ordre. Et les agréments existants doivent être renouvelés d'ici à 2028, avec des critères plus contraignants : on ne pourra plus louer une chambre de moins de 9 mètres carrés par exemple.

"Cela ne changera pas tout, mais..."

Aussi marquante soit-elle, la mesure est-elle réellement efficace ? L'urbaniste Alessandro Busà, qui vit entre Florence et Barcelone, en doute. Il a étudié les mesures prises ces dix dernières années dans la ville espagnole pour limiter les meublés touristiques et le constat est plus que décevant, selon lui : *"Le nombre de logements type Airbnb a diminué de moitié mais les prix des loyers ont grimpé de 70%, les prix à l'achat de 60%, idem pour les chambres d'hôtel. En 2023, 17% des achats immobiliers ont été réalisés par des sociétés et fonds d'investissements."* Autrement dit, même si ces 17% sont loin de recouvrir tous les achats, les logements qui quittent le circuit des meublés touristiques sont en partie repris par des sociétés qui investissent et spéculent.

Le résultat sera-t-il le même à Florence ? L'adjoint au tourisme reconnaît que *"les mesures prises ne changeront pas tout, mais nous mettons des règles dans une activité qui n'en avait pas. C'est un changement fondamental. Florence est la première ville en Italie à le faire"*.

Pour faire durablement baisser les prix et voir revenir dans le centre des jeunes couples et autres habitants aux revenus modestes, il faudrait construire davantage de logements sociaux. La municipalité a un plan en ce sens, mais les espaces disponibles dans le centre restent limités.

JO 2026 : les désillusions de sept familles d'opposants aux Jeux de Milan-Cortina

A l'aube du coup d'envoi des Jeux d'hiver de Milan-Cortina (6 au 22 février), plusieurs groupes distincts et protéiformes prolongent leur opposition à la tenue de l'évènement, qui s'ouvre officiellement vendredi.

Maryline Baumard, Le Monde, le 05 février 2026

Difficile de se faire entendre face à la fierté nationale d'accueillir les Jeux olympiques (JO) d'hiver à Milan-Cortina, et le récit d'une Italie du Nord alignée derrière les anneaux olympiques. Ils sont là, pourtant, les mécontents : écologistes, citoyens inquiets de l'opacité des dépenses publiques, ou commerçants contraints de devoir baisser le rideau pendant l'évènement [...].

1- Les écologistes. Les mots sont durs, sans ambivalence. « *Notre constat est un échec total* », explique au Monde Luigi Casanova, le président de la branche italienne de l'organisation non gouvernementale (ONG) Mountain Wilderness. « *La préservation de la montagne est totalement absente [...], insiste M. Casanova. On a appliqué des politiques d'aménagement des années 1970 au mépris du changement climatique. Nous avons tout tenté pour faire entendre nos arguments, mais il n'y a pas eu de dialogue possible.* » [...].

Sur le terrain, de nombreux montagnards ont documenté les dégâts. Le cas le plus emblématique reste celui de 700 mélèzes séculaires, sacrifiés à Cortina pour la construction de la piste de bobsleigh. [...]

2- Les opposants sociaux et politiques. Cette coalition hétérogène est composée de réseaux communautaires, de syndicats, de mouvements civiques et de collectifs ou espaces autogérés proches des idées anticapitalistes. Le 24 janvier, dans le théâtre de Ponte in Valtellina (Lombardie), le « *Comité des Jeux olympiques insoutenables* » [...], organisait une projection d'un documentaire autoproduit, *Il grande gioco*.

Ce jour-là, quelque 200 personnes présentes, aux profils variant de l'étudiant au paysan local, ont discuté des modèles économiques à l'œuvre derrière les Jeux, de la privatisation d'espaces publics, mais encore d'exclusion sociale. [...]

3- Les Ladins. « *Faute d'avoir été mentionnés par la Fondation Milano-Cortina, nous affirmons notre identité en exposant notre drapeau aux fenêtres* » explique Elsa Zardini, responsable de la communauté ladine de Cortina. Minorité ethnolinguistique, dont la langue et la tradition n'existent qu'en Italie, sur cinq vallées des Dolomites, et trois des quatre territoires olympiques, les Ladins se disent très déçus que leur culture soit passée sous silence.

Les Sami avaient été mis à l'honneur à Lillehammer (Norvège) lors de l'édition 1994, tandis qu'à Pékin, en 2022, des représentants des 56 groupes ethniques qui composent le pays avaient été invités à la présentation du drapeau. L'historienne déplore aussi « *les œuvres gigantesques réalisées sans aucune planification, sans vraiment de perspective* » et s'indigne « *des expropriations de membres de [s]a communauté sans indemnisation à la valeur de leurs biens* ».

4- Les soucieux de l'argent public et de la transparence. Impossible de connaître la facture définitive des Jeux 2026, d'autant que certains chantiers ne seront terminés qu'en 2030. [...] Dans le viseur : le village des athlètes à Cortina, où les 377 maisons préfabriquées, qui accueilleront pendant 28 nuits près de 1 400 sportifs avant d'être

démontées, ont coûté 39 millions d'euros. Soit « 970 euros par athlète et par nuit », « est-ce raisonnable ? » s'étrangle Marta, 42 ans, une habitante de la commune.

Idem pour la piste de bobsleigh dont l'enveloppe atteint 120 millions d'euros : « Même le CIO la jugeait inutile, et avait des solutions alternatives... Après les Jeux, il va falloir 1,5 million annuel pour l'entretenir, et c'est nous qui allons payer ! » [...]

5- Les commerçants obligés de baisser leur rideau. Soirées DJ et solarium, le Chalet La Rocca, planté à 2 160 mètres d'altitude, au milieu des pistes, est un des lieux mythiques de Bormio, théâtre des épreuves masculines de ski alpin. « Pour nous il n'y aura pas de saison 2025-2026, fulmine Frederico Resnati, son patron. En janvier les touristes ne sont pas venus, et à compter du 1^{er} février on nous interdit d'ouvrir pour au moins 3 semaines. »

Accompagné par huit autres restaurants et sept loueurs de skis, il a lancé un appel à la région afin de recevoir une indemnisation. Celui-ci est resté sans réponse. [...] Comme les sites olympiques sont à cheval sur trois régions ou territoires autonomes, les commerçants ne sont pas traités de la même manière d'une zone à l'autre. A Cortina, par exemple, la région Vénétie indemnise.

6- Les voisins victimes des nuisances. Tirano, petite ville de 9 000 habitants de la Valteline, est connue pour son train d'altitude qui rallie la Suisse via un trajet classé à l'Unesco. Mais avec les Jeux, cette localité aux monuments historiques s'est transformée en une gigantesque gare de triage, avec parking géant, terminus des trains provenant de Milan et départ des bus vers Bormio ou Livigno, sites de compétitions.

7- Les Français qui se projettent sur 2030. Pour eux, les JO d'hiver dans les Alpes françaises seront ni plus ni moins qu'une copie conforme de Milan-Cortina. « Les promesses de Jeux sobres et vertueux se renouvellent à chaque édition et ne sont jamais tenues, déplore Delphine Larat du Collectif citoyen JOP 2030. Le modèle économique et les exigences imposées par le CIO couplées à l'hubris des porteurs des projets ne peuvent que conduire à une gabegie financière et une aberration environnementale. »

En Italie, l'émigration des jeunes aggrave le vieillissement de la population

Allan Kaval, LeMonde, 18 mai 2026

Non seulement la natalité reste au plus bas dans la Péninsule, mais les jeunes Italiens sont de plus en plus nombreux à quitter le pays, rebutés par un marché du travail qui leur est défavorable et un gouvernement indifférent à leurs préoccupations, quand il ne leur envoie pas des signes de mépris ou de défiance.

Le premier décret pris par Giorgia Meloni à son arrivée au pouvoir en Italie avait de quoi surprendre. Adopté le 31 octobre 2022, il était porteur de mesures urgentes visant à interdire un certain type de fêtes. Baptisé « décret anti-rave », il punissait les fêtes dites « *invasives* » de plus de cinquante participants, prévoyant jusqu'à six ans de prison pour les organisateurs [...]

Le ton de l'ère Meloni était donné et se confirmerait par la suite. Il s'agissait de la première traduction d'une méthode consistant à légiférer par décret pour rebondir sur des faits divers, en se prévalant d'une urgence contestable. Mais ce décret inaugurerait aussi le durcissement répressif qui allait accompagner son mandat, à chaque fois justifié par la désignation d'un ennemi de l'intérieur.

Après les jeunes amateurs de musique électronique, les militants pour le climat furent les suivants sur la liste, bientôt rejoints par les fils d'immigrés arabes, les féministes de la quatrième vague, les partisans de l'émancipation des groupes marginalisés et les étudiants solidaires de la Palestine. Certains sont des adversaires idéologiques, d'autres des cibles stigmatisées, mais la plupart ont un point commun : ils appartiennent à une minorité peu coûteuse à prendre pour cible car réputée inoffensive sur le plan électoral : la jeunesse.

Si les personnes âgées de 65 ans et plus représentaient un cinquième de la population en 2005, elles en formaient le quart en 2025 et, selon les prévisions, pourraient en constituer le tiers en 2045. Les jeunes, en revanche, n'ont jamais été aussi rares. Les moins de 25 ans ne représentent que 12 % de la population du pays, la proportion la plus basse d'Europe. [...]

D'abord parce que les Italiens font moins d'enfants, mais aussi parce que, lorsqu'ils grandissent, ceux-ci ont tendance à quitter le pays. Entre 2011 et 2024, le pays a perdu 630 000 jeunes, partis pour des horizons plus cléments, fuyant la précarité sans issue et les bas salaires, caractéristiques d'un marché du travail particulièrement hostile aux jeunes générations. En augmentation, le taux de chômage des jeunes était de 18,1 % en mars, contre 5,2 % dans la population générale.

Ignorés politiquement, les jeunes ont cependant contribué à mettre fin à la phase ascendante de la législature de Giorgia Meloni. La défaite qu'elle a subie en mars lors du référendum constitutionnel, censé transformer l'organisation de la magistrature, a notamment été permise par la mobilisation de cet électorat, pourtant perçu comme quantité négligeable. Et 61 % des 18-34 ans ont voté contre, pour un score global de 54 % en faveur du non.

Politique répressive

Ces résultats arrivaient après plus de trois ans d'un gouvernement qui n'avait mené aucune réforme orientée vers l'amélioration de la situation économique de ce groupe

démographique. Celui-ci était plutôt la cible d'offensives hostiles de la part de l'exécutif. Dès 2022, les actions des militants écologistes d'Ultima Generazione – des blocages de rues ou des jets de peinture – leur avaient valu d'être réprimés par de nouvelles lois qui les ont fait disparaître de la circulation.

Au moment des Jeux olympiques d'hiver de Milan-Cortina 2026, les jeunes Italiens d'origine arabe étaient confondus par le camp gouvernemental et ses alliés sous le terme infamant de « maranza », l'équivalent italien de « racaille ». De son côté, le chanteur Ghali, d'origine tunisienne, très populaire chez les plus jeunes, avait été censuré par la télévision publique. Le chef d'orchestre de la cérémonie d'ouverture, un partisan de Giorgia Meloni, lui avait interdit de dire quelques vers en arabe d'un poème pacifiste. [...]

Alors que l'ère Meloni est entrée dans un nouveau cycle, dans la perspective des élections législatives prévues pour 2027, la majorité a l'occasion de rattraper le temps perdu et de s'adresser à cet électorat. Mercredi 13 mai, la présidente du conseil a déclaré souhaiter qu'un jour, pour les jeunes, « *rester en Italie soit un choix compétitif et non un acte de courage* », tout en considérant leur émigration comme un phénomène « *structurel* ».

« *Il ne faudrait pas que ce soit un alibi pour dire qu'on ne peut pas y faire grand-chose* », lui a répondu, dans le quotidien *La Stampa*, le démographe Alessandro Rosina, de l'Université catholique du Sacré-Cœur de Milan. « *Retourner en Italie après un début de carrière à l'étranger n'est pas un acte de courage, c'est suicidaire* », a-t-il ajouté, en référence aux données du marché du travail. Ce constat pessimiste, qui est aussi celui de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, dans une étude publiée fin avril, appellerait des politiques publiques en matière de formation et de transition entre les études et l'activité professionnelle – des sujets qui ne sont pas à l'ordre du jour du gouvernement de Giorgia Meloni.